



## **COMITE SCIENTIFIQUE FRANÇAIS DE LA DESERTIFICATION**

***Compte rendu des activités pour la période 2002 – 2004***

***Marc Bied-Charreton  
Président du CSFD***

### **Introduction : historique du Comité**

**1 – Les réunions du Comité et les activités marquantes**

**2 - Les publications du Comité**

**3 - Les activités de Recherche–développement**

**4 – La participation aux activités des Ministères, de l'AFD, du FFEM et de l'OSS**

**5 – Les missions du Comité en liaison notamment avec l'UNCCD**

**6 – Les participations à diverses activités**

**7 – La gestion du Comité**

**8 – Les projets pour la période 2005-2008**

*Version du 28/10/04 - MBC*

## **Introduction : historique du Comité**

Le Comité Scientifique Français de la Désertification, CSFD, a été créé à la fin de l'année 1997 par les Ministères des Affaires étrangères, de l'Ecologie et du Développement Durable et de la Recherche et de la Technologie. Sa mise en place s'inscrit dans une démarche institutionnelle destinée à favoriser la mobilisation de l'expertise scientifique compétente en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des terres et de développement des régions arides, semi-arides et sub-humides, dans le contexte de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification ( UNCCD). Son activité principale est l'analyse, la réflexion et la formulation de réponses, en termes scientifiques, à des questions stratégiques et à des controverses.

Il participe, dans le cadre des délégations françaises, aux différentes réunions statutaires des organes de l'UNCCD ; Il contribue à de nombreuses activités scientifiques européennes et internationales et joue le rôle de conseil des trois ministères qui l'ont créé.

Il est composé d'une vingtaine de membres et d'un Président, nommés intuiti personae par le MRT. Ils représentent les différents champs disciplinaires concernés et proviennent des principaux organismes de recherches et Universités travaillant dans ces domaines. Il agit comme un organe indépendant mais ses avis n'ont pas de pouvoir décisionnel. Il maintient des relations fortes avec les ONG spécialisées dans la LCD. Il n'a pas la personnalité juridique et il est hébergé par Agropolis International, à Montpellier. Le financement de son fonctionnement est assuré par des subventions du MAE et du MEDD, la participation de ses membres à ses activités est gracieuse et constitue l'apport du MRT.

Le bilan de ses activités de ses publications et la liste de ses membres sont consultables sur son site : <http://www.csf-desertification.org>

## **1 – Les réunions du Comité et les activités marquantes**

En 2002 le CSFD s'est réuni le 10/01 et le 25/09 ; en 2003 il s'est réuni les 14/01, 20/05 et 14/10 ; en 2004 il s'est réuni les 10 et 11 /03 et les 15 et 16/11. Chaque réunion fait l'objet d'un examen détaillé des activités du Comité, d'un point budgétaire et d'une analyse générale de la situation internationale par rapport aux activités de la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification et celles de l'Observatoire du Sahara et du Sahel ainsi qu'une analyse de la position et des besoins des principaux partenaires français : les Ministères, l'AFD et le FFEM, les organismes de recherche et de façon plus générale ceux de coopération et de développement. Les relations avec le CARI et le GTD se sont renforcées depuis les débuts du Comité.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu détaillé.

L'année 2002 a vu la sortie d'un grand nombre de publications significatives pour le Comité, dont une plaquette de présentation, en français et en anglais, sa participation au Sommet du Développement Durable de Johannesburg et au CRIC 1, Comité de revue de la mise en œuvre de la Convention, à Rome.

L'année 2003 a été marquée par plusieurs événements importants :

- la participation à la 6<sup>ème</sup> Conférence des Parties à la Havane ;
- le départ du Président et du Secrétaire scientifique du Comité, à savoir Antoine Cornet, nommé représentant de l'IRD en Tunisie,
- Bernard Toutain, nommé à l'OUA à Nairobi
- puis le passage de la gestion du Comité, de l'IRD à Agropolis, qui a entraîné le remplacement de Madame Françoise Goupil, secrétaire-assistante du Comité depuis sa création et en fin de CDD, par Annie Maillard, d'Agropolis, en novembre 2003.

Le Comité Scientifique Français s'est associé à une action concertée de l'Union Européenne MEDRAP, destinée à soutenir l'élaboration d'un programme d'action régionale de la lutte contre la désertification en Méditerranée septentrionale. Dans ce cadre, nous avons organisé un séminaire MEDRAP « *Degradation and protection of resources in the northern mediterranean : social, economic and political aspects* » qui s'est tenu à Montpellier du 16 au 19 janvier 2003. Ce séminaire a regroupé 60 participants. Il associait les projets européens Medaction et Desertlink. La Présidence du Comité a été assurée depuis septembre 2002 par Marc Bied-Charreton, de façon intérimaire jusqu'à sa nomination officielle par le MRT en décembre 2003. L'année 2003 a également été perturbée par les gels de crédits du MAE, qui a réduit sa contribution normale et a supprimé le crédit spécial destinée au colloque de restitution des projets de recherche-développement, prévu initialement en janvier 2004, puis repoussé en avril 2004, et finalement annulé.

L'année 2004 a été l'année de l'évaluation externe du Comité, financée par le MAE, et celle du déménagement du siège du Comité qui a quitté l'IRD pour Agropolis. Une première synthèse des projets de recherche-développement, terminés en fin d'année 2003, a été publiée et discutée à la réunion de novembre. Le lancement d'une nouvelle série, « les dossiers du CSFD », a été effectué par la publication des deux premiers dossiers. Cette série est destinée à faire connaître les différentes problématiques de la désertification à un large public.

Trois nouvelles conventions avec les Ministères des Affaires étrangères, de l'écologie et du développement durable, et de la Recherche et la technologie, sont en cours de négociation pour les trois prochaines années. Dans le même temps le Comité participe à la rédaction d'un document de stratégie de coopération en matière de lutte contre la désertification qui devrait guider l'action de la France dans le proche futur.

## **2 – Les publications du Comité**

Pendant ces trois années le Comité a publié les documents suivants :

- « **Pastoralisme, société et développement** », Niamey, Niger, 77p. cours organisé par la Faculté d'Agronomie de l'Université de Niamey et l' IAMM, Avril 2002
- « **la lutte contre la désertification dans les projets de développement. Un regard scientifique sur l'expérience de l'AFD en Afrique sub-saharienne** », ouvrage collectif coordonné par Constance Corbier-Barthaux, Antoine Cornet et Philippe Jouve, Paris, CSFD/AFD, 2002, 157p. avec un CD
- « **la dégradation des sols au Sahel. Techniques et méthodes de lutte** », Niamey, Montpellier, 2002, actes du séminaire de formation organisé par FAN, CRESA, CNEARC et CSFD.

- « **la désertification à la croisée du développement et de l'environnement** », chapitre rédigé par Antoine Cornet dans l'ouvrage collectif « Johannesburg, quels enjeux, quelles contributions scientifiques ? » édité par le MAE et l'Association pour la Diffusion de la Pensée Française, Paris, 2002, 185p.
- « **désertification et environnement mondial : propositions d'indicateurs pour des projets de développement dans le cadre de l'IREM- LCD** », Mélanie Requier-Desjardins ( C3ED-UVSQ), rapport FFEM, sous la direction scientifique du CSFD, Paris, 2002, 62p.
- « **désertification et environnement mondial : de projets de développement localisés à la notion de biens publics mondiaux** », résumé exécutif du rapport précédent, Mélanie Requier-Desjardins et Marc Bied-Charreton (C3ED- UVSQ), Paris, 2003, 10p.
- « **synthèse de six projets de recherche-développement en partenariat dans le cadre de la lutte contre la désertification en Afrique** », document de travail pour le CSFD ; par Isabelle Amsallem et Marc Bied-Charreton ; Montpellier, 2004, 2 volumes, 199p.
- **CORNET A. 2004.** Le suivi de la désertification en Afrique. Communication à l'Académie d'Agriculture 12 mai 2004 12p.
- **plaquette de présentation du CSFD, en français et en anglais (2002 et 2003)**
- « **les impacts du changement climatique sur le continent africain** », contribution de Marc Bied-Charreton à l'ouvrage « science du changement climatique, acquis et controverses » publié par l'IDDRI, Paris, 2004
- **Le Comité a, en outre, participé et aidé financièrement la publication des ouvrages suivants :** « foncier et désertification », plaquette éditée sous la direction d'Olivier Barrière, à l'occasion du colloque CILSS organisé à Bamako en septembre 2002 ( « Praia +9 » ) ; G.Gintzburger « les pâturages en Ouzbekistan », édité par le CIRAD ; actes des colloques MEDRAP, publié par l'Université de Sassari.
- **Le Comité**, par l'intermédiaire de son Président, et avec Mélanie Requier-Desjardins, chercheure au C3ED- UVSQ, a participé à la rédaction des rapports de la France à la Convention de lutte contre la Désertification (rapport 2002, brochure trilingue pour la COP 6 en 2003, rapport 2003)

**Le site web du Comité** (<http://www.csf-desertification.org>) **a été totalement renouvelé et mis à jour en octobre 2004** par les soins d'Olivier Piau, d'Agropolis–Production, avec la collaboration du Président.

Par ailleurs, des nouvelles du Comité sont régulièrement données dans la publication d'Agropolis et son site web.

### **3 – Les activités de Recherche-développement**

Lors de l'exercice précédent du Comité un appel à proposition avait été lancé pour sélectionner des projets de Recherche-développement. Environ 90 réponses avaient été reçues et dix projets retenus. Le MAE, grâce à un FSP spécifique « désertification », avait prévu 762 000 € pour leur financement et celui d'un séminaire de restitution. Ces projets ont tous fait l'objet de conventions entre un opérateur scientifique responsable et le MAE, lors de l'année 2000. Ils se sont tous terminés en fin d'année 2003, en dépit de retards dus en général à l'éloignement et à la difficulté de cette gestion partagée entre le Ministère et le Comité. Ces questions ont été abordées lors de l'évaluation des activités du Comité réalisée à mi-2004. Deux projets ne sont pas encore terminés, l'un en raison d'un changement d'opérateur en 2003, ce qui a nécessité une nouvelle convention (entre le MAE et l'IAV Hassan II de Rabat), l'autre en raison de l'incapacité de son responsable à terminer l'opération.

Les projets ont tous envoyé au Comité leur rapport de synthèse et des rapports détaillés. Une analyse de chaque projet et une synthèse générale ont été réalisées et publiées en Juillet 2004 par Isabelle Amsallem, recrutée spécialement à cet effet par Agropolis, sur les crédits MAE et MEDD du Comité, et par Marc Bied-Charreton. Ces documents seront largement diffusés selon les recommandations que le Comité fera lors de sa réunion de novembre 2004.

Les projets de Recherche-développement sélectionnés sont les suivants :

- **gestion décentralisée des ressources naturelles au Sénégal (CIRAD- TERA, ISRA, Université G.Berger de Saint-Louis, SAED, communauté rurale de Ross Bethio)**
- **gestion viable des ressources ligneuses périurbaines au Niger et au Mali, (CIRAD Forêt et TERA, IRD, Un. Niamey, CRESA, IER Mali, SED, Ministères de l'environnement)**
- **désertification dans la Jeffara tunisienne : pratique et usage des ressources naturelles (IRA de Medenine, IRD, CRDA)**
- **impact des pratiques sur la génétique d'Acacia tortillis et Balanites aegyptiaca, Algérie et Burkina (CIRAD Forêt, INERA Burkina, URZA de l'Un. d'Alger)**
- **techniques de lutte contre la désertification au Burkina (INERA Burkina, IRD, projets de développement)**
- **mobilité des troupeaux, contribution à la LCD, Tchad et Maroc (IAV Hassan II, rapport en cours d'achèvement)**
- **modalités d'utilisation des terres sur la dégradation des milieux au Mali (IER Mali, IRD, ministères)**
- **méthodes géophysiques appliquées à l'étude de l'humidité des dunes en Mauritanie (Un.Paris 6, Un . Nouakchott, rapport non parvenu)**

Deux projets ont été abandonnés pour des raisons d'impossibilité de les conduire (désertification et développement durable dans le Constantinois, conditions socio-spatiales de la LCD au Sénégal).

Un séminaire de restitution et de discussions des résultats de ces projets avait été organisé par le Comité et aurait dû se tenir en janvier 2003 à Montpellier. En raison du gel des crédits MAE prévus à cet effet, il a été repoussé à avril 2003 puis annulé. Nos partenaires de recherche et de développement, et spécialement les africains, ont été très déçus de cette absence d'opportunité de donner un certain retentissement à plusieurs années de travaux, d'autant que ces projets, outre un financement spécifique du MAE, ont tous reçus des appuis nationaux et des apports de deux institutions françaises de recherche très impliquées, le CIRAD et l'IRD. Le projet de séminaire comprenait des discussions sur les résultats scientifiques obtenus par rapport aux problématiques de départ et sur les nouveaux questionnements, puis des débats avec des bailleurs de fonds et des opérateurs du développement, y compris des ONG, afin de poursuivre le dialogue entamé entre scientifiques et développeurs.

Le rapport de synthèse réalisé pose tous ces problèmes et sa diffusion devrait permettre l'approfondissement de ce dialogue ; néanmoins une opportunité a été manquée et il sera difficile de réunir les principaux partenaires de ces projets, engagés maintenant sur d'autres opérations. Le Comité devra prendre en compte ces aspects de diffusion et de valorisation des acquis de la recherche lors de ses activités 2005-2008.

#### **4 - La participation aux activités des Ministères, de l'AFD, du FFEM et de l'OSS**

Le Comité, par l'intermédiaire de son Président, est régulièrement consulté par les Ministères lors de la préparation des instructions données aux délégations françaises qui se rendent aux réunions des organes statutaires de la Convention de lutte contre la désertification. Il est également consulté lors de chaque visite en France du Secrétaire exécutif de la Convention, et il participe aux rencontres.

En 2003 un séminaire AFD, GTZ, CSFD a été organisé à Paris sur le thème : LCD et projets de développement.

Une étroite coopération s'est établie avec l'AFD pour la réalisation de l'ouvrage sur la LCD dans les projets de développement, qui a été largement diffusé et qui est disponible en ligne sur le site du CSFD. Cette coopération se poursuit dans une autre enceinte qui est celle du GTD, *Groupe de Travail sur la Désertification*, qui comprend un certain nombre d'ONG oeuvrant dans les pays touchés par la désertification, l'AFD, le MAE, le MEDD et le Comité, est animé par le CARI.

Une coopération nouvelle s'est instaurée en 2002-2003 avec le FFEM, qui s'est ouvert à la problématique désertification, avant le GEF, à la suite d'un séminaire interne auquel a participé le Comité. Un nouveau projet original a ainsi vu le jour : l'IREM-LCD, *Initiative régionale de lutte contre la désertification*, en coopération avec le CILSS et le MAE. Un appel à proposition de projets de LCD, d'un type nouveau en ce sens que les partenaires principaux sont des ONG ou des groupements villageois, a été effectué en 2002. Le CSFD fait partie du Comité de pilotage de cette initiative et il a participé à la sélection des premiers projets IREM en début 2003. Une deuxième sélection va être organisée en fin 2004. Un séminaire CSFD-CILSS-FFEM s'est tenu à Paris les 14 et 15 novembre 2003 pour l'analyse des propositions de projets IREM et la discussion du rapport de Mélanie Requier-Desjardins commandé par le FFEM.

En 2003 un important travail en commun a été réalisé pour préparer la présence de la France lors de la 6<sup>ème</sup> Conférence des Parties de la Convention : les Ministères, l'AFD, le CARI, le CSFD et l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines ont ensemble produit un certain nombre de documents destinés à alimenter un stand français à La Havane.

En 2004 le MAE a commandé une évaluation des actions réalisées à l'aide du FSP « désertification ». Cette évaluation a été réalisée par l'IRAM et ses résultats ont été discutés lors d'une réunion à Paris en septembre 2004. Bien que globalement positive pour le Comité un certain nombre de points ont soulevé des discussions ardues, notamment en ce qui concerne les projets de recherche-développement (modalités de gestion, diffusion des résultats) et la fonction du Comité. Il en a été tenu compte pour la rédaction des Conventions qui vont être négociées pour le soutien du CSFD lors des prochaines années.

L'année 2004 est marquée par un important travail réalisé par les trois ministères, l'AFD, le FFEM, le CARI et le Comité pour la rédaction d'un document de stratégie de la France pour la coopération dans le domaine de la LCD. Cette stratégie est destinée à relancer, voir à réorienter nos actions, notamment en relations avec la Convention et l'OSS.

En ce qui concerne l'Observatoire du Sahara et du Sahel, une concertation étroite est établie avec le Comité : l'OSS participe toujours aux réunions du CSFD et le Président du Comité est invité aux réunions du Comité de Pilotage du programme ROSELT et à celles du programme SASS de l'OSS. Par ailleurs Antoine Cornet est membre permanent du comité de pilotage de ROSELT et également membre du Comité d'orientation stratégique (COS) de l'OSS. Enfin, le Président du Comité est membre du Conseil d'Administration de l'OSS, désigné par le MAE comme représentant de la France, et vice-président élu de ce Conseil. En avril 2004 se sont tenus l'Assemblée Générale ordinaire et la 6<sup>è</sup> session du CA à Tunis. Lors de ces deux événements un nouveau Secrétaire exécutif de l'OSS a été nommé, en la personne de Monsieur Youba Sokona, de nationalité malienne, précédemment responsable du secteur de l'énergie de l'ENDA-Tiers Monde à Dakar, et bien connu dans le monde des trois conventions des Nations Unies sur l'environnement. Le Président du CSFD avait fait partie du comité de sélection des candidats, il a rapporté de ses travaux lors de l'AG et a servi de médiateur au « comité des sages » désigné lors de l'AG pour finaliser la sélection du candidat retenu.

## **5 – Les missions du Comité en relation notamment avec l'UNCCD**

Rappelons que les missions du Comité peuvent être regroupées autour de trois composantes principales :

- être une force d'analyse et d'évaluation, qui réalise des bilans et organise le débat sur les connaissances, les lacunes et les questionnements scientifiques,
- être une force de prospective et de suivi, capable de participer à la définition de priorités et de jouer le rôle de conseil auprès des ministères,
- être une force d'information et de promotion pour fournir aux décideurs une information valide, proposer des actions et diffuser l'information vers le public et les acteurs du développement.

Ces actions doivent se situer dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification (UNCCD).

*Une première analyse rapide permet de voir que les actions décrites dans les paragraphes précédents répondent parfaitement à ces missions. On verra dans le dernier paragraphe comment le Comité prévoit de renforcer à l'avenir les actions de diffusion vers le public et les acteurs du développement.*

En ce qui concerne les relations avec l'UNCCD il convient tout d'abord de rappeler que le

Comité a contribué, avec le MAE, à l'inscription d'un grand nombre de scientifiques français dans le fichier des experts de la Convention et que son premier Président, Antoine Cornet, est membre du Comité de la Science et de la technologie (CST) de la Convention. Le CSFD est l'un des seuls comités scientifiques nationaux existants dans les pays Parties développés, avec celui de l'Allemagne et maintenant de la Belgique, le Portugal et de l'Italie. Des relations étroites ont été établies avec le Comité de l'Allemagne. De plus, Antoine Cornet participe à l'action concertée européenne «MEDRAP».

Le Secrétariat exécutif de la Convention organise, statutairement, les réunions régulières de ses organes : Conférence des Parties (COP), CST et CRIC (Comité de revue de la mise en œuvre de la Convention). Le CSFD est sollicité par les trois ministères pour la préparation des instructions aux délégations de la France lors de ces réunions et il fait partie des délégations : en octobre 2002 Marc Bied-Charreton était au CRIC 1 de Rome, au cours duquel il a animé le «global forum» à la demande du Secrétaire exécutif de la Convention ; Antoine Cornet et Marc Bied-Charreton ont participé à COP 6, CRIC 2 et CST en septembre 2003 à La Havane, avec le CARI et l'AFD ; ils ont contribué à l'animation du stand de la France et à la rédaction d'un document en trois langues présentant les actions de la France, avec Mélanie Requier-Desjardins (C3ED) ; Mélanie Requier-Desjardins et Marc Bied-Charreton ont rédigé le rapport de la France pour le CRIC 3 qui devait se tenir en novembre 2004 à Bonn et qui se tiendra en Avril 2005. Le Président du Comité a participé à la sélection d'un expert junior qui va être mis à disposition du Secrétariat exécutif, à Bonn, pour le CST, en novembre 2004. Antoine Cornet a été invité par le Secrétariat de la Convention à participer à la 3<sup>ème</sup> réunion du groupe d'experts du CST qui s'est tenue à Beijing du 11 au 16 octobre 2004.

Par ailleurs, le Président du Comité est largement sollicité par le Secrétaire exécutif de la Convention pour des avis et des rédactions de rapports de synthèse.

## **6 – La participation à diverses activités**

Le Comité est souvent sollicité pour participer à des réunions, rencontres scientifiques et séminaires ou pour faire partie de délégations françaises. Marc Bied-Charreton a participé au séminaire organisé par le GTZ et le BMZ en janvier 2002 à Bonn avec le réseau scientifique allemand sur la désertification. Antoine Cornet a été un acteur majeur de l'action concertée européenne «MEDRAP» et il a organisé, avec l'appui du Comité, le séminaire MEDRAP de janvier 2003 à l'IAM-Montpellier, consacré aux aspects économiques, sociaux et politiques de la LCD dans les pays de la méditerranée du Nord. Le Comité a été un acteur majeur de la bonne réussite de ce séminaire. Il a par ailleurs participé aux autres séminaires MEDRAP. André Bourgeot a participé à deux séminaires organisés par l'IEPF pour la formation à la formulation de projets de LCD dans le cadre de financements FEM.

Antoine Cornet a été conseiller pour la réalisation d'un film de 55 minutes sur la LCD au Mali, dans le cadre d'une série à paraître sur la Cinq en fin 2004. Il a participé à un atelier organisé par le CST de la Convention à Beijing en octobre 2004 tandis que Marc Bied-Charreton a participé au séminaire final de l'action européenne « desert-net » organisé par l'Université de Sassari, en Italie, en octobre 2004.

Le président et les membres du Comité participent à la diffusion de l'information et à la sensibilisation de la presse, Interview pour la presse écrite : La Croix, Ca m'intéresse, Géo, ... ; Interview pour la radio ou la télévision : la 5, France-Culture, Radio méditerranée internationale, RFI, Radio Vatican...

## **7 – La gestion du Comité**

Depuis la fin de l'année 2002 le Comité est animé par son Président, assisté par une secrétaire-assistante, qui, depuis la fin de l'année 2003, est Madame Annie Maillard d'Agropolis, par ailleurs assistante de Madame A-L. Wack, chargée de mission « développement durable » à Agropolis. Le Comité bénéficie du support de cette institution en matière de logistique (bureau, courrier, assistance informatique,...), d'appui pour le site web et les publications et de relais pour l'information générale. L'éloignement du Président (qui n'habite pas Montpellier) et l'absence d'un véritable secrétaire scientifique représentent un handicap certain pour mieux affirmer la présence du Comité. La gestion financière est totalement assurée par Agropolis selon ses règles. Les subventions reçues :

- en 2002 se montent à 57 930 Euros pour le MAE et 19 285 Euros pour le MEDD ;
- en 2003, 12 000 Euros pour le MAE et 19 285 Euros pour le MEDD ;
- en 2004, 45 930 Euros pour le MAE et 13 834.50 Euros pour le MEDD (*reste à recevoir 13 834.50 Euros pour le MEDD*)

Les communications entre les membres s'effectuent avec efficacité par mail. Les archives ont été transférées de l'IRD à Agropolis ainsi que le matériel propre du Comité.

## **8 – Les projets pour la période 2005-2008**

Le Comité prévoit de renforcer deux axes majeurs de sa mission au cours de ces prochaines années, en plus de ses missions traditionnelles :

- développer l'information pour le public, les décideurs tant du Nord que du Sud et les opérateurs du développement en se basant sur les résultats et les acquis de la recherche ; il s'agit principalement de valoriser l'existant. Le Comité n'estime pas utile, pour l'instant, de relancer de nouveaux projets de recherche ; en revanche il continuera à proposer des thèmes novateurs à la communauté scientifique française et du Sud. Parmi ces thèmes on notera principalement la prise en compte des aspects socio-économiques de la dégradation des terres et de la désertification.
- Renforcer le soutien aux opérateurs du développement que constituent les ONG et les organisations de solidarité internationales. Celles ci, concernant les régions arides et semi-arides, sont relativement bien organisées et demandeurs d'appuis scientifiques pour leurs réalisations de terrain (diagnostics de situation, conseils techniques, fonctionnement en réseau...).

Afin de réaliser en partie ces objectifs le Comité a décidé de lancer une série de publications intitulées «les dossiers thématiques du CSFD», destinée à fournir une information scientifique valide sur la désertification, toutes ses implications et ses enjeux. Cette série s'adresse aux décideurs politiques et à leurs conseillers techniques, ainsi qu'au grand public, aux journalistes scientifiques, de l'environnement et du développement ; elle s'adresse également aux enseignants et aux étudiants et de façon plus générale à tous les acteurs de la LCD. Une douzaine de dossiers sont prévus sur des thèmes aussi variés que les biens publics mondiaux, la télédétection, la biodiversité, le changement climatique, le pastoralisme, la pauvreté, l'impact socio-économique de la dégradation des terres, ... Trois conventions avec les ministères sont en préparation et prévoient les termes de référence suivants pour le Comité :

- *analyse, réflexion et réponses, en termes scientifiques, à des questions stratégiques ou des controverses considérées comme prioritaires,*
- *veille scientifique dans le domaine de la lutte contre la désertification, en s'appuyant sur les compétences des membres et leurs réseaux personnels et institutionnels,*
- *diffusion du savoir faire scientifique et technique en matière de LCD, en visant un public élargi,*
- *participation aux réunions institutionnelles, françaises, européennes et internationales liées à la Convention,*
- *participation à l'élaboration et à la mise en place de la stratégie française de coopération dans la LCD, participation à l'appui méthodologique et au suivi de certaines actions financées par la France (OSS, FFEM,...) ainsi qu'à des réunions de concertation liées aux activités de LCD, de la Banque Mondiale, du FEM et de la Convention,*
- *participation d'Antoine Cornet à la réalisation du film "moi, Sekou", co-produit par la 5 et l'IRD.*

Les financements espérés pour la réalisation de ces missions ne devraient pas être inférieurs à 60 000 € par an.

Par ailleurs les membres du Comité devraient être renouvelés en 2005, le Président fera des propositions en ce sens aux trois Ministères en début 2005.

## **Membres du Comité Scientifique Français de la Désertification 2002-2004**

Monsieur	BEGNI	Gérard	MEDIAS-France-CNES
Monsieur	BIED-CHARRETON	Marc	Université de Versailles, Saint-Quentin en Yvelines
Monsieur	BOURBOUZE	Alain	IAM
Monsieur	BOURGEOT	André	EHESS/CNRS
Monsieur	CARON	Patrick	CIRAD-TERA
Monsieur	CORNET	Antoine	IRD
Madame	DOSSO	Mireille	CNEARC
Monsieur	ESCADAFAL	Richard	CESBIO
Monsieur	GOUTORBE	Jean-Paul	CNRM/GMME-SCEM/CBD
Monsieur	JOUVE	Philippe	CNEARC
Madame	KING	Christine	ARN/BRGM
Monsieur	LABORDE	Jean-Pierre	Université de Nice-Sophia Antipolis
Monsieur	LE FLOC'H	Edouard	CEFE/CNRS L. Emberger
Monsieur	LHOSTE	Philippe	CIRAD-MIPA
Madame	MAINGUET	Monique	Université de Reims
Monsieur	MARTY	André	IRAM
Monsieur	POPOFF	Michel	Université de Nice-Sophia Antipolis
Monsieur	SARR	Aboubakry	Université Pierre et Marie Curie
Monsieur	TOUTAIN	Bernard	Isra-Lnerv